

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Brèves économiques

# Agir par la consommation

- Economie -

Date de mise en ligne : lundi 29 septembre 2003

---

**Démocratie & Socialisme**

---

L'économie libérale a besoin de débouchés pour sa production, de consommateurs. Mais ceux - ci ont également une liberté de choix, qu'ils peuvent exercer non seulement sur des critères de qualité ou de prix, mais aussi sur des critères éthiques. Témoins de cet intérêt, la motion NPS proposait ainsi de dépénaliser le boycott, actuellement interdit en France, arme utilisée par les salariés de Danone pour protester contre les restructurations des usines Lu, renforçant par ce biais leur action syndicale ; les actions menées en Allemagne contre Shell ont permis d'infléchir notablement la politique environnementale de cette société ; en Italie, une grève des achats suivie à 40% a eu lieu le 16 septembre. La motion Nouveau Monde marquait aussi son attention pour l'économie solidaire. Dans cet amas, on peut mentionner le combat du collectif " De l'éthique sur l'étiquette " pour imposer aux centrales d'achat des normes sociales de production sur les produits importés qu'ils vendent (liberté syndicale, contre le travail des enfants, sécurité au travail...). Le commerce équitable garantit lui des revenus stables et supérieurs aux cours mondiaux à 800 000 paysans qui seraient appauvris par leur dépression.

La revendication de meilleurs salaires, d'un partage plus équitable des richesses est vaine, si ces gains sont perdus par une hausse des coûts de nos achats. Ainsi le désengagement de l'Etat favorise une hausse des loyers (+10 % en un an), alors que le logement est déjà le premier poste de dépenses des français ; la même cause entraîne une hausse des tarifs de la RATP double de celle de l'inflation.

Les multinationales tentent aussi d'élever encore leurs prélèvements par diverses méthodes comme la liberté tarifaire de secteurs comme la pharmacie, les brevets (OGM, sur le vivant...), la facturation de services bancaires gratuits. La bataille des consommateurs bretons pour une eau saine remet en cause l'agriculture productiviste. Là aussi de nouveaux terrains de lutte se font jour.

C'est ce champ de l'action par la consommation, complémentaire de l'action syndicale ou politique, que D&S vous présentera chaque mois.

### **La droite veut augmenter les charges locatives :**

Sur l'intervention des grands groupes immobiliers, le ministère du logement étudie un relèvement des charges pour y intégrer de nouvelles lignes jusqu'ici à la charge des bailleurs (télésurveillance, vandalisme...). Le projet de décret était si vague qu'il autorisait plus tous les abus. Devant la protestation des associations de locataires unanimes, CNL en tête, Gilles de Robien acceptait de négocier fin septembre.

### **L'épargne populaire sacrifiée :**

En trois mois, Francis Mer lui aura porté un rude coup en baissant le taux du livret A de 3% à 2,25% et en supprimant purement et simplement le Plan d'Epargne Populaire (PEP). Tout en négligeant les petits épargnants, il s'agit de favoriser l'épargne - retraite et les fonds de pension qui y sont associés.

### **Des brevets sur les logiciels ?**

Le Parlement Européen votera en septembre sur ce concept promu par les multinationales, dont Microsoft, qui voudraient verrouiller le marché et l'innovation. Suite au travail des promoteurs du logiciel libre, ce projet inepte semble devoir être refusé par le groupe PSE, au sein duquel il faut noter le rôle pour une fois positif de Michel Rocard. A suivre après le revers subi à Strasbourg (90% de votes " non ") par les industriels de la pharmacie qui voulaient autoriser la publicité pour les médicaments.

### **Aides au logement : les étudiants marquent un point**

Suite au tollé suscité cet été par la baisse annoncée des APL pour les couples étudiants, le syndicat Unef a réussi à obtenir son annulation. Mais le gouvernement compte bien compenser cette " perte " de 80 millions d'euros par une revalorisation très faible des aides au logement... de toute la population en 2004. Le combat continue aussi pour une

relance de la construction des logements CROUS et HLM.

### **Le Sud est " chocolat " :**

En août est entrée en vigueur une directive, votée par le Parlement de Strasbourg en 2000, autorisant l'adjonction de 5% de graisses végétales telles l'huile de palme au beurre de cacao dans le chocolat. Aucune technique n'existe pour mesurer la réalité de ce taux., mais surtout, cette directive représente un manque à gagner pour les producteurs de cacao, au cours déjà faible.

### **RATP : la banlieue oubliée :**

On sait que Raffarin rogne sur les crédits d'investissement sur les transports collectifs, mais leur choix même semble plus orienté par le clientélisme que les besoins. Alors que le plus gros point noir (avec la vétusté de la ligne 4) est l'engorgement de la ligne 13 (100 millions d'usagers et un de plus par an) et que les usagers proposent son dédoublement par la prolongation de la ligne 14, la nouvelle présidente de la RATP (et ancienne députée UDF des Yvelines) propose d'automatiser la ligne 1, déjà la seconde plus moderne du réseau ! Les salariés de la Défense et de Neuilly votent en effet " mieux " que ceux du 93... Cette gabegie annoncée et dénoncée par l'association " Ligne 13 " sera un des enjeux des élections régionales.

### **France Télécom veut ponctionner ses abonnés :**

L'opérateur demande au gouvernement que le prix de l'abonnement au réseau (13 Euros) suive l'inflation, alors son coût de revient est estimé à 7 euros, soit un surcoût annuel de 100 millions d'euros. Par cette demande, le très rentable FT voudrait que les consommateurs les aident encore plus à combler sa dette. Inadmissible alors qu'entre 96 et 2002, la part moyenne de l'abonnement dans la facture est passée de 28% à 50 %. Et plus encore pour les ménages modestes...

### **Pas de petits profits pour les banques :**

Après leur échec provisoire en 2000 pour facturer les chèques bancaires aux particuliers, les banques voudraient les faire payer les entreprises à leur remise (commerçants, hypermarchés). Une manière habile de réintroduire le concept pour les particuliers à terme.

Devant l'opacité et la facturation grandissante des retraits d'argent aux guichets (BNP) et aux distributeurs automatiques (BNP, Crédit Agricole, SG...), l'association de consommateurs CLCV lancera en octobre une opération de protestation.